

Art. 2. § 1. Tot 30 september 2020, kunnen de zittingen van de raad voor maatschappelijk welzijn op virtuele wijze, via tele- of videoconferentie, op beslissing van de voorzitter of op verzoek van een derde van de leden van de raad worden gehouden.

Tot 30 september 2020, kunnen de zittingen van het vaste Bureau op virtuele wijze, via tele- of videoconferentie of door uitwisseling van courriels, op beslissing van het vaste Bureau worden gehouden.

In voorkomend geval, worden de oproepingen bedoeld in artikel 30 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn langs elektronische weg gericht aan de leden van de raad voor maatschappelijk welzijn.

§ 2. De directeur-generaal, onder de verantwoordelijkheid van het vaste bureau, zorgt voor het goede verloop van deze virtuele zitting en staat ter beschikking van de leden van de raad om hen alle vereiste inlichtingen te geven met betrekking tot deze wijze van vergadering.

Hij zorgt ervoor dat alle leden van de raad voor maatschappelijk welzijn over de technische middelen beschikken om aan de zittingen te kunnen deelnemen. In voorkomend geval, wordt het vereiste materiaal hun ter beschikking gesteld ofwel in een lokaal van het bestuur, ofwel thuis.

§3. Bij de virtuele zittingen, stemmen de leden van de raad mondeling, overeenkomstig artikel 33 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn.

De geheime stemmingen bedoeld in artikel 33 van dezelfde wet zijn gericht aan de directeur-generaal, langs elektronische weg.

Hij zorgt voor de anonymisering van de stemmingen, en voor de geheimhouding ervan met inachtneming van het beroepsgeheim bedoeld in artikel 458 van het Strafwetboek.

Het huishoudelijke reglement kan voorzien in andere modaliteiten inzake geheime stemming.

Art. 3. Tot 30 september 2020, kan het vaste Bureau, de bijzondere comités en het overlegcomité bedoeld in de artikelen 26 en 27 van de organieke wet toestaan bijeen te komen volgens de modaliteiten bedoeld in artikel 2, op verzoek van hun voorzitter.

Art. 4. Indien de raad voor maatschappelijk welzijn tussen 4 mei en 30 september 2020 niet rechtsgeldig kan worden bijeengeroepen, hetzij fysiek, hetzij virtueel, kan het vaste Bureau, na bedoelde onmogelijkheid en de redenen ervoor behoorlijk te hebben vastgesteld en na voorafgaande toestemming van de Regering te hebben verkregen, alle bevoegdheden uitoefenen die bij de organieke wet aan de raad voor maatschappelijk welzijn worden toegekend, om de continuïteit van de openbare dienstverlening te waarborgen voor zover het dringend karakter van zijn optreden en de dwingende noodzaak gerechtvaardigd zijn ten opzichte van de gezondheids crisis COVID-19.

Deze toestemming is van toepassing voor een duur van 30 dagen en kan worden vernieuwd.

Art. 5. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het ondertekend wordt.

Namen, 30 april 2020.

Voor de Waalse Regering :

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Huisvesting, de Plaatselijke Besturen en het Stedenbeleid,
P.-Y. DERMAGNE

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2020/41229]

30 AVRIL 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 32 relatif à la tenue des réunions des organes des intercommunales, sociétés à participation publique locale significative, associations de pouvoirs publics visées à l'article 118 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale, sociétés de logement de service public, A.S.B.L. communale ou provinciale, régies communale ou provinciale autonome, association de projet ou tout autre organisme supralocal ayant pris la forme d'une société ou d'une association

Le Gouvernement wallon,

Vu l'article 39 de la Constitution ;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, telle que modifiée, article 6 ;

Vu le décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19 ;

Considérant que la crise sanitaire exceptionnelle liée au COVID-19 que connaît aujourd'hui la Belgique et les mesures, actuelles et à venir, prises pour limiter la propagation du virus dans la population sont de nature à ralentir toute forme d'activité sur le territoire de la Région wallonne, voire à paralyser certains services ;

Considérant qu'elle est de nature à affecter le bon fonctionnement des différents services publics et notamment les pouvoirs locaux ;

Considérant qu'en vertu de l'article 1^{er} du décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du Covid-19, le Gouvernement est compétent pour prendre toutes les mesures utiles pour prévenir et traiter toute situation qui pose problème dans le cadre strict de la pandémie Covid-19 et de ses conséquences et qui doit être réglée en urgence sous peine de péril grave ;

Considérant que l'article L1523-13, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation prévoit qu'« [il] doit être tenu, chaque année, au moins deux assemblées générales selon les modalités fixées par les statuts, sur convocation du conseil d'administration. » ; Que le paragraphe 3, du même article, indique que « La première assemblée générale de l'exercice se tient durant le premier semestre et au plus tard le 30 juin (...) » ;

Considérant, par ailleurs, que l'article L6421-1, § 1^{er}, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation prévoit ce qui suit :

« Le principal organe de gestion de l'intercommunale, des sociétés à participation publique locale significative, de l'association de pouvoirs publics visées à l'article 118 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale, de la société de logement de service public, de l'A.S.B.L. communale ou provinciale, de la régie communale ou provinciale autonome, de l'association de projet ou de tout autre organisme supralocal établit un rapport de rémunération écrit reprenant un relevé individuel et nominatif des jetons, rémunérations ainsi que des avantages en nature perçus dans le courant de l'exercice comptable précédent, par les mandataires, les personnes non élues et les titulaires de la fonction dirigeante locale.

(...)

Ce rapport est adopté par le principal organe de gestion et mis à l'ordre du jour de l'assemblée générale du premier semestre de chaque année et fait l'objet d'une délibération. A défaut, l'assemblée générale ne peut pas se tenir. Ce rapport est annexé au rapport annuel de gestion établi par les administrateurs.

Le rapport est établi conformément au modèle fixé par le Gouvernement. » ;

Considérant que l'article L6421-1, § 2, du même Code, énonce :

« Le conseil communal, provincial ou de C.P.A.S. établit un rapport de rémunération écrit reprenant un relevé individuel et nominatif des jetons, rémunérations ainsi que des avantages en nature perçus dans le courant de l'exercice comptable précédent par les mandataires et les personnes non élues.

(...)

Ce rapport est adopté au plus tard le 30 juin. Il est adopté en séance publique du conseil communal ou provincial.

Le rapport est établi conformément au modèle fixé par le Gouvernement. » ;

Considérant que l'article L6421-1, § 3, du même Code, prévoit :

« Pour les communes, provinces, C.P.A.S. intercommunales et sociétés à participation publique locale significative, les associations de projet, les associations de pouvoirs publics visées à l'article 118 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale, les sociétés de logement de service public, les régies communales autonomes, les régies provinciales autonomes, le président du conseil communal, provincial ou de C.P.A.S. ou le président du conseil d'administration ou du principal organe de gestion transmet copie de ce rapport au plus tard le 1^{er} juillet de chaque année :

1° au Gouvernement wallon ;

2° aux communes et, le cas échéant, aux provinces et C.P.A.S. associés.

Concernant le 1°, le Gouvernement wallon communique une synthèse des rapports reçus au Parlement wallon et publie tout ou partie des informations reçues. Le Gouvernement wallon précise les modalités liées à cette publication. » ;

Considérant que l'article L6421-1, § 4, du même Code, dispose :

« Pour les A.S.B.L. communales, provinciales et tout autre organisme supralocal, le titulaire de la fonction dirigeante locale ou son délégué ou, à défaut, le président du principal organe de gestion transmet copie de ce rapport au plus tard le 1^{er} juillet de chaque année aux communes et, le cas échéant, aux provinces et C.P.A.S. associés. » ;

Considérant l'incertitude actuelle quant à la possibilité de réunir physiquement les membres des assemblées générales en vue de la tenue des assemblées générales du premier semestre avant le 30 juin ;

Considérant que les décisions de ces assemblées générales doivent être prises en toute connaissance de cause, notamment pour ce qui est des travaux préparatoires et singulièrement des débats préalables devant avoir lieu au sein des instances des actionnaires locaux ; Qu'il convient également de prendre en compte le délai légal de convocation ;

Considérant, par ailleurs, l'obligation imposée par l'article L6421-1, § 1^{er}, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation de mettre le rapport de rémunération à l'ordre du jour de l'assemblée générale du premier semestre de chaque année ; Que cette obligation ne pourra pas non plus être remplie si les assemblées générales du premier semestre ne peuvent pas se réunir avant le 30 juin ;

Considérant, en outre, les obligations à remplir, au plus tard le 30 juin ou le 1^{er} juillet de chaque année, portées par les paragraphes 2 à 4 du même article ;

Considérant le retard causé par la crise sanitaire du Covid-19 dans la préparation et/ou la convocation des assemblées générales du premier semestre 2020 et la préparation des rapports écrits de rémunération, et le risque majeur que les délais fixés dans les dispositions précitées ne puissent pas être tenus ;

Considérant que l'article 7, § 2, 1^o et 2^o, de l'arrêté royal du 9 avril 2020 n° 4 « portant des dispositions diverses en matière de copropriété et de droit des sociétés et des associations dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19 » tel que modifié par l'arrêté royal du 28 avril 2020 prolongeant les mesures prises avec l'arrêté royal n° 4 du 9 avril 2020 portant des dispositions diverses en matière de copropriété et de droit des sociétés et des associations dans le cadre de la lutte contre la pandémie COVID-19 reporte de dix semaines la période de six mois visée à l'article 3:1, § 1^{er}, alinéa 2, (approbation des comptes annuels par les associés réunis en assemblée générale), la période de sept mois visée à l'article 3:10, alinéa 2, (dépôt des comptes annuels par l'organe d'administration à la Banque nationale de Belgique) et la période de six mois visée à l'article 3:47, § 1^{er}, alinéa 2, (approbation des comptes annuels par l'assemblée générale des ASBL) du Code des sociétés et des associations ;

Considérant, toutefois, que, d'une part, les premières assemblées générales annuelles des intercommunales n'ont pas uniquement pour objet l'approbation des comptes annuels et que, d'autre part, le Code de la démocratie locale et de la décentralisation fixe une date précise pour laquelle les premières assemblées générales annuelles des intercommunales doivent avoir été tenues ;

Considérant, en outre, que l'article L6421-1, § 1^{er}, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation prévoit que le rapport de rémunération établi par le principal organe de gestion des intercommunales, des sociétés à participation publique locale significative, des associations de pouvoirs publics visées à l'article 118 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale, des sociétés de logement de service public, des A.S.B.L. communale ou provinciale, des régies communale ou provinciale autonome, des association de projet ou de tout autre organisme supralocal, doit avoir été mis à l'ordre du jour de l'assemblée générale du premier semestre, et avoir fait l'objet d'une délibération ;

Considérant que l'arrêté royal n° 4 du 9 avril 2020 qui s'applique à ces institutions qui ont pris la forme d'une société ou d'une association, ne suffit, donc, pas à reporter la date à laquelle leurs premières assemblées générales annuelles auront dû avoir été tenues ;

Considérant que le présent arrêté a dès lors pour premier objet de permettre de reporter exceptionnellement, pour cette année 2020 uniquement, (1) la tenue des assemblées générales du « premier semestre » et (2) l'accomplissement des obligations visées à l'article L6421-1, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Considérant que la date de ce report est le 30 septembre 2020 ;

Considérant que l'article 6 de l'arrêté royal du 9 avril 2020 n° 4 tel que modifié par l'arrêté royal du 28 avril 2020 prolongeant les mesures prises avec l'arrêté royal n° 4 du 9 avril 2020 portant des dispositions diverses en matière de copropriété et de droit des sociétés et des associations dans le cadre de la lutte contre la pandémie COVID-19 organise, jusqu'au 30 juin 2020 inclus, la possibilité de tenir l'assemblée générale d'une société ou d'une association sans présence physique des membres avec ou sans recours à des procurations données à des mandataires, ou avec une présence physique limitée des membres par le recours à des procurations données à des mandataires ;

Considérant que l'article 8 de l'arrêté royal du 9 avril 2020 n° 4 tel que modifié par l'arrêté royal du 28 avril 2020 prolongeant les mesures prises avec l'arrêté royal n° 4 du 9 avril 2020 portant des dispositions diverses en matière de copropriété et de droit des sociétés et des associations dans le cadre de la lutte contre la pandémie COVID-19 organise, jusqu'au 30 juin 2020 inclus, la possibilité pour un organe d'administration collégial de prendre toute décision par écrit et de tenir toute réunion au moyen de techniques de télécommunication permettant une délibération collective ;

Considérant que ces possibilités sont, donc, offertes aux intercommunales, sociétés à participation publique locale significative, associations de pouvoirs publics visées à l'article 118 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale, sociétés de logement de service public, A.S.B.L. communale ou provinciale, régies communale ou provinciale autonome, association de projet ou tout autre organisme supralocal ayant pris la forme d'une société ou d'une association ;

Considérant, toutefois, que ces possibilités ne sont offertes que jusqu'au 30 juin 2020 ;

Considérant que le présent arrêté a, donc, également pour objet de permettre la tenue d'assemblées générales sans présence physique des membres avec ou sans recours à des procurations données à des mandataires, ou avec une présence physique limitée des membres par le recours à des procurations données à des mandataires aux conditions de l'article 6 de l'arrêté royal n°4 jusqu'au 30 septembre 2020 afin que les institutions précitées qui souhaiteraient tenir leur assemblée générale du « premier semestre » avant le 30 juin 2020 ou avant le 30 septembre 2020 sans devoir réunir physiquement les membres des assemblées générales puissent le faire ;

Que le présent arrêté a également pour objet de permettre aux organes d'administration collégiaux des intercommunales, des sociétés à participation publique locale significative, des associations de pouvoirs publics visées à l'article 118 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale, des A.S.B.L. communale ou provinciale, des régies communale ou provinciale autonome, des associations de projet ou de tout autre organisme supralocal de prendre toute décision par écrit et de tenir toute réunion au moyen de techniques de télécommunication permettant une délibération collective aux conditions de l'article 8 de l'arrêté royal n° 4 jusqu'au 30 septembre 2020 ;

Considérant que le présent arrêté a, enfin, pour objet d'étendre les possibilités offertes par l'arrêté royal n° 4 et le présent arrêté aux associations chapitre XII qui n'ont pas adopté la forme d'une association sans but lucratif ;

Considérant qu'il y a lieu de communiquer sans délai, à l'adresse des institutions visées, les mesures portées par le présent arrêté afin qu'elles puissent, le cas échéant, décider de reporter des assemblées générales déjà convoquées et/ou prévoir des modalités de tenue de ces assemblées sans présence physique des membres ; Qu'il y a donc lieu de prévoir son entrée en vigueur le jour de sa publication ;

Considérant qu'au vu de l'article 3 du décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19, le présent arrêté « de pouvoirs spéciaux » ne doit pas être soumis à l'avis de la section de législation du Conseil d'État. Ceci se justifie par le fait que le décret confirmant le présent arrêté sera en tout état de cause lui-même soumis à la section de législation du Conseil d'État ;

En outre, il y a urgence à adopter le présent arrêté de pouvoirs spéciaux dès lors que des assemblées générales du premier semestre d'intercommunales, de sociétés à participation publique locale significative, d'associations de pouvoirs publics visées à l'article 118 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale, des sociétés de logement de service public, d' A.S.B.L. communale ou provinciale, de régies communale ou provinciale autonome, d'association de projet ou de tout autre organisme supralocal ont été convoquées et qu'il convient de régler manière urgente la manière dont elles peuvent se tenir dans les tous prochains jours dans le contexte de crise sanitaire actuel ou de permettre un report de ces assemblées générales à une date plus éloignée ;

Qu'il en va de même pour les organes collégiaux de gestion de ces organismes supralocaux dont des réunions sont programmées afin, notamment, d'adopter les rapports de rémunération qui doivent être soumis aux assemblées générales ; Qu'il y a une urgence toute particulière à régler la manière dont ces réunions peuvent se tenir dans les tous prochains jours dans le contexte de crise sanitaire actuel ;

Qu'enfin, il y a urgence à faire bénéficier l'ensemble des organismes supralocaux des mêmes possibilités de tenir leurs assemblées générales et réunions de leurs organes collégiaux de gestion, qu'ils entrent ou non dans le champ d'application de l'arrêté royal n° 4 ; Qu'en l'état actuel des choses, en effet, seuls ceux qui sont organisés sous la forme d'une société ou d'une association bénéficient des dispositions de l'arrêté royal n°4 sans que rien ne justifie cette différence de traitement au regard des compétences régionales en matière de pouvoirs locaux, situation à laquelle il convient de remédier sans délai ;

Sur proposition du Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Par dérogation à l'article L1523-13, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la première assemblée générale de l'exercice 2020 des intercommunales se tient au plus tard le 30 septembre 2020.

Art. 2. Par dérogation à l'article L6421-1, § 1^{er}, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, en 2020, le rapport de rémunération dont question dans cette disposition doit être mis à l'ordre du jour de l'assemblée générale qui se tient au plus tard le 30 septembre.

Art. 3. Par dérogation à l'article L6421-1, § 2, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, en 2020, le rapport dont question dans cet article doit être adopté au plus tard le 30 septembre.

Art. 4. Par dérogation à l'article L6421-1, § 3, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, en 2020, la transmission du rapport dont question dans cet article doit être effectuée au plus tard le 30 septembre.

Art. 5. Par dérogation à l'article L6421-1, § 4, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, en 2020, la transmission du rapport dont question dans cet article doit être effectuée au plus tard le 30 septembre.

Art. 6. § 1^{er}. L'assemblée générale des intercommunales, des sociétés à participation publique locale significative, des associations de pouvoirs publics visées à l'article 118 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale, des sociétés de logement de service public, des A.S.B.L. communale ou provinciale, des régies communale ou provinciale autonome, des association de projet ou de tout autre organisme supralocal peut, même en l'absence de toute autorisation statutaire et nonobstant toute disposition contraire, être tenue jusqu'au 30 septembre 2020, sans présence

physique des membres avec ou sans recours à des procurations données à des mandataires, ou avec une présence physique limitée des membres par le recours à des procurations données à des mandataires, aux conditions prévues par l'article 6 de l'arrêté royal du 9 avril 2020 n° 4 portant des dispositions diverses en matière de copropriété et de droit des sociétés et des associations dans le cadre de la lutte contre la pandémie COVID-19.

§ 2. L'article L-1523-13, § 1^{er}, reste applicables aux intercommunales qui font application du paragraphe 1^{er}.

§ 3. S'il est recouru à des procurations données à des mandataires, l'article L1523-12, § 1^{er}, alinéa 2, ne s'applique pas. Une délibération au sein du conseil communal sur chaque point à l'ordre du jour conformément à ce qui est prévu à l'article L1523-12, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, est obligatoire.

§ 4. Si le conseil communal ne souhaite pas être physiquement représenté, il transmet ses délibérations sans délai à la structure, laquelle en tient compte pour ce qui est de l'expression des votes mais également pour ce qui est du calcul des différents quorums de présence et de vote.

Pour les intercommunales, en cas de participation d'un CPAS ou d'une province, les paragraphes 3 et 4 s'appliquent *mutatis mutandis*.

Art. 7. L'organe de gestion des intercommunales, des sociétés à participation publique locale significative, des associations de pouvoirs publics visées à l'article 118 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale, des sociétés de logement de service public, des A.S.B.L. communale ou provinciale, des régies communale ou provinciale autonome, des associations de projet ou de tout autre organisme supralocal qui le souhaite peut reporter à la date de son choix et jusqu'au 30 septembre 2020, toute assemblée générale déjà convoquée lors de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 8. Les décisions et les réunions des organes collégiaux d'administration des intercommunales, des sociétés à participation publique locale significative, des associations de pouvoirs publics visées à l'article 118 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale, des A.S.B.L. communale ou provinciale, des régies communale ou provinciale autonome, des associations de projet ou de tout autre organisme supralocal peuvent, même en l'absence de toute autorisation statutaire et nonobstant toute disposition contraire, être adoptées et tenues jusqu'au 30 septembre 2020 aux conditions prévues par l'article 8 de l'arrêté royal du 9 avril 2020 n° 4 portant des dispositions diverses en matière de copropriété et de droit des sociétés et des associations dans le cadre de la lutte contre la pandémie COVID-19.

Art. 9. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Namur, le 30 avril 2020.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,
P.-Y. DERMAGNE

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2020/41229]

30. APRIL 2020 — Sondervollmächtererlass der Wallonischen Regierung Nr. 32 über die Abhaltung der Versammlungen der Organe der Interkommunalen, Gesellschaften mit einer bedeutenden lokalen öffentlichen Beteiligung, Vereinigungen von öffentlichen Behörden nach Artikel 118 des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfezentren, Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Rechts, kommunalen oder provinziellen VoG, autonomen Gemeinde- bzw. Provinzialregien, Projektvereinigungen oder sonstigen überlokalen Einrichtungen, die die Form einer Gesellschaft oder Vereinigung genommen haben

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Artikels 39 der Verfassung;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen in seiner abgeänderten Fassung, Artikel 6;

Aufgrund des Dekrets vom 17. März 2020 zur Gewährung von Sondervollmachten an die Wallonische Regierung im Rahmen der COVID-19-Gesundheitskrise;

In der Erwägung, dass die außergewöhnliche Gesundheitskrise im Zusammenhang mit dem Covid-19, die Belgien derzeit erlebt, sowie die derzeitigen und künftigen Maßnahmen zur Begrenzung der Ausbreitung des Virus in der Bevölkerung jede Form von Aktivitäten auf dem Gebiet der Wallonischen Region verlangsamen oder sogar bestimmte Dienste zum Erliegen bringen kann;

In der Erwägung, dass sie das ordnungsgemäße Funktionieren der verschiedenen öffentlichen Dienste und insbesondere der lokalen Behörden beeinträchtigen kann;

In der Erwägung, dass die Regierung aufgrund von Artikel 1 des Dekrets vom 17. März 2020 zur Gewährung von Sondervollmachten an die Wallonische Regierung im Rahmen der Covid-19-Gesundheitskrise befugt ist, alle erforderlichen Maßnahmen zu ergreifen, um jede Situation, die ein Problem im strikten Rahmen der Covid-19-Pandemie und ihrer Folgen darstellt und die zur Vermeidung einer ernsthaften Gefahr dringend behandelt werden muss, zu verhindern und zu bewältigen;

In der Erwägung, dass Artikel L1523-13, § 1, Absatz 1 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung wie folgt lautet: "[Der Verwaltungsrat] muss jährlich mindestens zwei Generalversammlungen gemäß den in den Statuten festgelegten Modalitäten einberufen". ; Dass § 3 desselben Artikels lautet "§ 2. Die erste Generalversammlung des Geschäftsjahres wird im Laufe des ersten Semesters und spätestens am 30. Juni abgehalten (...)";

In Erwägung außerdem des Artikels L6421-1 § 1 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung mit folgendem Wortlaut:

« Das wichtigste Verwaltungsorgan der Interkommunale, der Gesellschaften mit einer bedeutenden lokalen öffentlichen Beteiligung, der Vereinigung von öffentlichen Behörden nach Artikel 118 des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfezentren, der Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Rechts, der

kommunalen oder provinziellen VoG, der autonomen Gemeinde- oder Provinzialregie, der Projektvereinigung oder jeder sonstigen überlokalen Einrichtung erstellt einen schriftlichen Vergütungsbericht, der ein individuelles und namentliches Verzeichnis der Anwesenheitsgelder, Vergütungen und Naturalvergütungen umfasst, welche die Mandatsträger, die nicht gewählten Personen und die Inhaber einer leitenden Funktion auf lokaler Ebene im Laufe des vorigen Rechnungsjahres bezogen haben.

(...)

Dieser Bericht wird von dem wichtigsten Verwaltungsorgan verabschiedet und auf die Tagesordnung der Generalversammlung des ersten Semesters eines jeden Jahres gestellt, und ist Gegenstand einer Beschlussfassung. Die Generalversammlung darf ohne diese Beschlussfassung nicht stattfinden. Dieser Bericht wird dem von den Verwaltern erstellten Jahresbericht beigelegt.

Der Bericht wird nach dem von der Regierung festgelegten Muster verfasst. » ;

In Erwägung des Wortlauts von Artikel L6421-1 § 2 desselben Kodex:

«Der Gemeinderat, der Provinzialrat oder der Ö.S.H.Z.-Rat erstellt einen schriftlichen Vergütungsbericht mit einer individuellen und personenbezogenen Auflistung der Anwesenheitsgelder, Vergütungen und Naturalvergütungen, die die Mandatsträger und nicht gewählten Personen im Laufe des vorhergehenden Rechnungsjahres bezogen haben.

(...)

Dieser Bericht wird spätestens am 30. Juni angenommen. Er wird in einer öffentlichen Sitzung des Gemeinde- bzw. Provinzialrates angenommen.

Der Bericht wird nach dem von der Regierung festgelegten Muster verfasst. » ;

In Erwägung des Wortlauts von Artikel L6421-1 § 3 desselben Kodex:

“Für die Gemeinden, Provinzen, Ö.S.H.Z., Interkommunalen und Gesellschaften mit einer bedeutenden lokalen öffentlichen Beteiligung, Projektvereinigungen, Vereinigungen von öffentlichen Behörden nach Artikel 118 des Grundgesetzes vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfezentren, Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Rechts, autonomen Gemeinderegionen, autonomen Provinzialregien übermittelt der Vorsitzende des Gemeinderats, des Provinzialrats oder des Ö.S.H.Z.-Rats oder der Vorsitzende des Verwaltungsrats oder des wichtigsten Verwaltungsorgans eine Kopie dieses Berichts spätestens am 1. Juli eines jeden Jahres:

1° der Wallonischen Regierung,

2° den beteiligten Gemeinden und gegebenenfalls Provinzen und Ö.S.H.Z.

In Bezug auf Ziffer 1 teilt die Wallonische Regierung eine Synthese der Berichte, die sie erhalten hat, dem Wallonischen Parlament mit; sie veröffentlicht die Gesamtheit oder einen Teil der erhaltenen Informationen. Die Wallonische Regierung präzisiert die Modalitäten in Verbindung mit dieser Veröffentlichung.” ;

In Erwägung des Wortlauts von Artikel L6421-1 § 4 desselben Kodex:

“Für die kommunalen oder provinziellen VoG und jede sonstige überlokale Einrichtung übermittelt der Inhaber der leitenden Funktion auf lokaler Ebene oder sein Vertreter, oder aber der Vorsitzende des wichtigsten Verwaltungsorgans den beteiligten Gemeinden, und ggf. Provinzen und Ö.S.H.Z. eine Kopie dieses Berichts spätestens am 1. Juli eines Jahres. » ;

In Anbetracht der derzeitigen Unsicherheit hinsichtlich der Möglichkeit, die Mitglieder der Generalversammlungen physisch einzuberufen, um die Generalversammlungen für das erste Semester vor dem 30. Juni abzuhalten;

In der Erwägung, dass die Beschlüsse dieser Generalversammlungen in voller Kenntnis der Sachlage gefasst werden müssen, insbesondere im Hinblick auf die vorbereitenden Arbeiten und vor allem die Vorgespräche, die in den örtlichen Aktionsorganen stattfinden müssen; dass auch die gesetzliche Frist für die Einberufung zu berücksichtigen ist;

In Erwägung außerdem, der durch Artikel L6421-1, § 1 des Kodex der lokalen Demokratie und Dezentralisierung auferlegten Verpflichtung, den Vergütungsbericht auf die Tagesordnung der Generalversammlung des ersten Semesters jedes Jahres zu setzen; dass diese Verpflichtung auch nicht erfüllt werden kann, wenn die Generalversammlungen des ersten Semesters nicht vor dem 30. Juni tagen können;

In Erwägung der bis spätestens 30. Juni oder 1. Juli eines jeden Jahres zu erfüllenden Verpflichtungen nach den Absätzen 2 bis 4 desselben Artikels;

In Anbetracht der durch die Gesundheitskrise von COVID-19 verursachten Verzögerung bei der Vorbereitung und/oder Einberufung der Generalversammlungen des ersten Semesters des Jahres 2020 und der Erstellung der schriftlichen Vergütungsberichte sowie des großen Risikos, dass die in den oben genannten Bestimmungen festgelegten Fristen nicht eingehalten werden können;

In Erwägung, dass Artikel 7, § 2, Ziffer 1° und 2°, des Königlichen Erlasses Nr. 4 vom 9. April 2020 “zur Festlegung verschiedener Bestimmungen in Bezug auf das Miteigentum und das Recht der Gesellschaften und Vereinigungen im Rahmen der Bekämpfung der Pandemie COVID-19”, abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 28. April 2020 zur Verlängerung der mit dem Königlichen Erlass Nr. 4 vom 9. April 2020 zur Festlegung verschiedener Bestimmungen in Bezug auf das Miteigentum und das Recht der Gesellschaften und Vereinigungen im Rahmen der Bekämpfung der Pandemie COVID-19 getroffenen Maßnahmen, die in Artikel 3:1, § 1, Absatz 2, genannte Sechsmonatsfrist um zehn Wochen (Genehmigung des Jahresabschlusses durch die Generalversammlung der Gesellschafter), die siebenmonatige Frist gemäß Artikel 3:10, Absatz 2, (Vorlage des Jahresabschlusses durch das Verwaltungsorgan bei der Belgischen Nationalbank) und die sechsmonatige Frist gemäß Artikel 3:47, § 1, Absatz 2, (Genehmigung des Jahresabschlusses durch die Generalversammlung der VoG) des Gesetzbuches der Gesellschaften und Vereinigungen verschiebt;

In der Erwägung jedoch, dass einerseits der Zweck der ersten jährlichen Generalversammlungen der Interkommunalen nicht nur darin besteht, den Jahresabschluss zu genehmigen, und dass andererseits der Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung ein bestimmtes Datum festlegt, bis zu dem die ersten jährlichen Generalversammlungen der Interkommunalen stattgefunden haben müssen;

In der Erwägung außerdem, dass Artikel L6421-1, § 1 des Kodex der lokalen Demokratie und Dezentralisierung vorsieht, dass der Vergütungsbericht, der vom wichtigsten Verwaltungsorgan der Interkommunalen, der Gesellschaften mit einer bedeutenden lokalen öffentlichen Beteiligung, der Vereinigungen von öffentlichen Behörden nach Artikel 118 des Grundgesetzes vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfezentren, der Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes, der kommunalen oder provinziellen VoG, autonomen Gemeinde- bzw. Provinzialregien, der Projektvereinigungen oder sonstigen überlokalen Einrichtungen, auf die Tagesordnung der Generalversammlung für das erste Semester muss gesetzt werden und Gegenstand einer Beratung gewesen sein;

In der Erwägung, dass der Königliche Erlass Nr. 4 vom 9. April 2020, der für jene Institutionen gilt, die die Form einer Gesellschaft oder einer Vereinigung angenommen haben, daher nicht ausreicht, um das Datum zu verschieben, an dem ihre ersten jährlichen Generalversammlungen hätten abgehalten werden sollen;

In der Erwägung, dass der erste Zweck vorliegenden Erlasses daher darin besteht, die außerordentliche Verschiebung (1) der Abhaltung von Generalversammlungen in dem "ersten Semester" und (2) der Erfüllung der in Artikel L6421-1 des Kodex der lokalen Demokratie und Dezentralisierung genannten Verpflichtungen nur für dieses Jahr 2020 zu erlauben;

In der Erwägung, dass das Datum dieser Verschiebung der 30. September 2020 ist;

In der Erwägung, dass Artikel 6 des Königlichen Erlasses Nr. 4 vom 9. April 2020, abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 28. April 2020 zur Verlängerung der mit dem Königlichen Erlass Nr. 4 vom 9. April 2020 zur Festlegung verschiedener Bestimmungen in Bezug auf das Miteigentum und das Recht der Gesellschaften und Vereinigungen im Rahmen der Bekämpfung der Pandemie COVID-19 getroffenen Maßnahmen, die Möglichkeit organisiert, bis einschließlich zum 30. Juni 2020, die Generalversammlung einer Gesellschaft oder Vereinigung ohne physische Anwesenheit der Mitglieder mit oder ohne die Verwendung von Vollmachten, die den Mandatsträgern erteilt wurden, oder mit einer begrenzten physischen Anwesenheit der Mitglieder durch die Verwendung von Vollmachten, die den Mandatsträgern erteilt wurden, abzuhalten;

In der Erwägung, dass Artikel 8 des Königlichen Erlasses Nr. 4 vom 9. April 2020, abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 28. April 2020 zur Verlängerung der mit dem Königlichen Erlass Nr. 4 vom 9. April 2020 zur Festlegung verschiedener Bestimmungen in Bezug auf das Miteigentum und das Recht der Gesellschaften und Vereinigungen im Rahmen der Bekämpfung der Pandemie COVID-19 getroffenen Maßnahmen, bis einschließlich 30. Juni 2020 die Möglichkeit vorsieht, dass ein kollegiales Verwaltungsorgan jede Entscheidung schriftlich treffen und jede Sitzung mit Hilfe von Telekommunikationstechniken abhalten kann, die eine kollektive Beratung ermöglichen;

In der Erwägung, dass diese Möglichkeiten also den Interkommunalen, Gesellschaften mit einer bedeutenden lokalen öffentlichen Beteiligung, Vereinigungen von öffentlichen Behörden nach Artikel 118 des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfezentren, Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Rechts, kommunalen oder provinziellen VoG, autonomen Gemeinde- bzw. Provinzialregionen, Projektvereinigungen oder sonstigen überlokalen Einrichtungen, die die Form einer Gesellschaft oder Vereinigung angenommen haben, angeboten werden;

In der Erwägung jedoch, dass diese Möglichkeiten nur bis zum 30. Juni 2020 angeboten werden;

In der Erwägung, dass der vorliegende Erlass daher auch den Zweck verfolgt, die Abhaltung von Generalversammlungen ohne physische Anwesenheit der Mitglieder mit oder ohne Verwendung von den Mandatsträgern erteilten Vollmachten oder mit beschränkter physischer Anwesenheit der Mitglieder durch Verwendung von den Mandatsträgern erteilten Vollmachten unter den Bedingungen des Artikels 6 des Königlichen Erlasses Nr. 4 bis zum 30. September 2020 zu ermöglichen, damit die oben genannten Institutionen, die ihre "erste Semester"-Versammlung vor dem 30. Juni 2020 oder vor dem 30. September 2020 abhalten möchten, ohne die Mitglieder der Generalversammlungen physisch einberufen zu müssen, dies tun können ;

Dass vorliegender Erlass auch darauf abzielt, die Kollegialverwaltungsorgane der den Interkommunalen, Gesellschaften mit einer bedeutenden lokalen öffentlichen Beteiligung, Vereinigungen von öffentlichen Behörden nach Artikel 118 des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfezentren, kommunalen oder provinziellen VoG, autonomen Gemeinde- bzw. Provinzialregionen, Projektvereinigungen oder sonstigen überlokalen Einrichtungen alle Beschlüsse schriftlich zu fassen und alle Sitzungen unter Einsatz von Telekommunikationstechniken abzuhalten, die eine kollektive Beratung unter den Bedingungen des Artikels 8 des Königlichen Erlasses Nr. 4 bis zum 30. September 2020 ermöglichen;

In der Erwägung, dass der Zweck vorliegenden Erlasses schließlich darin besteht, die durch den Königlichen Erlass Nr. 4 und den vorliegenden Erlass gebotenen Möglichkeiten auf Vereinigungen des Kapitels XII auszudehnen, die nicht die Form einer Vereinigung ohne Erwerbzzweck angenommen haben;

In der Erwägung, dass es ist notwendig, den betroffenen Institutionen unverzüglich die in dem vorliegenden Erlass vorgesehenen Maßnahmen mitzuteilen, damit diese gegebenenfalls beschließen können, bereits einberufene Generalversammlungen zu verschieben und/oder Vorkehrungen für die Abhaltung solcher Versammlungen ohne physische Anwesenheit der Mitglieder zu treffen; dass es ist daher vorzusehen ist, dass der Erlass am Tag seiner Veröffentlichung in Kraft tritt;

In der Erwägung, dass auf der Grundlage von Artikel 3 des Dekrets vom 17. März 2020 zur Gewährung von Sondervollmachten an die Wallonische Regierung im Rahmen der COVID-19-Gesundheitskrise, der vorliegende Sondervollmachtenerlass nicht dem Gutachten der Gesetzgebungsabteilung des Staatsrates unterbreitet werden muss. Dies wird dadurch begründet, dass das Dekret zur Bestätigung des vorliegenden Erlasses auf jeden Fall selbst der Gesetzgebungsabteilung des Staatsrates zur Begutachtung unterbreitet werden wird;

Außerdem ist die Annahme des vorliegenden Erlasses dringlich, da Generalversammlungen vom ersten Semester von Interkommunalen, Gesellschaften mit einer bedeutenden lokalen öffentlichen Beteiligung, Vereinigungen von öffentlichen Behörden nach Artikel 118 des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfezentren, Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes, kommunalen oder provinziellen VoG, autonomen Gemeinde- bzw. Provinzialregionen, Projektvereinigungen oder sonstigen überlokalen Einrichtungen einberufen wurden und dass es dringend notwendig ist, die Art und Weise zu regeln, in der sie in den nächsten Tagen im Zusammenhang mit der gegenwärtigen Gesundheitskrise abgehalten werden können, oder eine Verschiebung dieser Generalversammlungen auf einen späteren Zeitpunkt zuzulassen;

Dass dasselbe für die kollegialen Verwaltungsorgane dieser überlokalen Einrichtungen gilt, deren Sitzungen insbesondere zur Annahme der Vergütungsberichte, die den Generalversammlungen vorgelegt werden sollen, organisiert werden; dass die Art und Weise, wie diese Sitzungen in den nächsten Tagen im Zusammenhang mit der aktuellen Gesundheitskrise durchgeführt werden können, besonders dringend geregelt werden muss;

Dass es schließlich dringend erforderlich ist, dass alle überlokalen Einrichtungen die gleichen Möglichkeiten zur Abhaltung ihrer Generalversammlungen und der Sitzungen ihrer kollegialen Verwaltungsorgane haben, unabhängig davon, ob sie in den Anwendungsbereich des Königlichen Erlasses Nr. 4 fallen oder nicht; beim derzeitigen Stand der Dinge kommen nämlich nur die in Form einer Gesellschaft oder Vereinigung organisierten Einrichtungen in den Genuss der Bestimmungen des Königlichen Erlasses Nr. 4, ohne dass diese unterschiedliche Behandlung in Bezug auf die regionalen Zuständigkeiten im Bereich der lokalen Behörden gerechtfertigt wäre, eine Situation, die unverzüglich behoben werden muss;

Auf Vorschlag des Ministers für lokale Behörden und Städte;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - In Abweichung von Artikel L1523-13, § 1, Absatz 1 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung wird die erste Generalversammlung des Geschäftsjahres 2020 der Interkommunalen spätestens am 30. September 2020 abgehalten.

Art. 2 - In Afweyking van Artikel L6421-1, § 1 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung muss im Jahre 2020 der in dieser Bestimmung genannte Vergütungsbericht auf die Tagesordnung der Generalversammlung, die spätestens am 30. September 2020 abgehalten wird, gestellt werden.

Art. 3 - In Afweyking van Artikel L6421-1, § 2 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung muss im Jahre 2020 der in dieser Bestimmung genannte Bericht spätestens am 30. September 2020 angenommen werden.

Art. 4 - In Afweyking van Artikel L6421-1, § 3 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung muss im Jahre 2020 die Übermittlung des in dieser Bestimmung genannten Berichts spätestens am 30. September 2020 erfolgen.

Art. 5 - In Afweyking van Artikel L6421-1, § 4 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung muss im Jahre 2020 die Übermittlung des in dieser Bestimmung genannten Berichts spätestens am 30. September 2020 erfolgen.

Art. 6 - § 1. Die Generalversammlung der Interkommunalen, Gesellschaften mit einer bedeutenden lokalen öffentlichen Beteiligung, Vereinigungen von öffentlichen Behörden nach Artikel 118 des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfzentren, Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Rechts, kommunalen oder provinziellen VoG, autonomen Gemeinde- bzw. Provinzialregionen, Projektvereinigungen oder sonstigen überlokalen Einrichtungen können, auch ohne statutarische Genehmigung und unbeschadet anders lautender Bestimmungen, bis zum 30. September 2020 ohne physische Anwesenheit der Mitglieder, mit oder ohne Verwendung von Vollmachten an Mandatsträgern, abgehalten werden, oder mit einer begrenzten physischen Präsenz der Mitglieder durch die Verwendung von Vollmachten, die den Mandatsträgern erteilt werden, unter den Bedingungen, die in Artikel 6 des Königlichen Erlasses vom 9. April 2020 Nr. 4 zur Festlegung verschiedener Bestimmungen in Bezug auf das Miteigentum und das Recht der Gesellschaften und Vereinigungen im Rahmen der Bekämpfung der Pandemie COVID-19 festgelegt sind.

§ 2. Artikel L-1523-13, § 1 findet weiterhin Anwendung auf die Interkommunalen, die Paragraf 1 anwenden.

§ 3. Wenn Vollmachten an Mandatsträgern benutzt werden, findet Artikel L1523-12 § 1, Absatz 2 keine Anwendung. Eine Beratung innerhalb des Gemeinderats über jeden Punkt der Tagesordnung gemäß den Bestimmungen von Artikel L1523-12, § 1, Absatz 1 ist obligatorisch.

§ 4. Will sich der Gemeinderat nicht physisch vertreten lassen, so leitet er seine Beratungen unverzüglich an die Struktur weiter, die sie bei der Stimmgabe, aber auch bei der Berechnung der verschiedenen Anwesenheits- und Abstimmungsquoten berücksichtigt.

Im Falle von Interkommunalen, an denen ein ÖSHZ oder eine Provinz beteiligt ist, gelten die Absätze 3 und 4 *mutatis mutandis*.

Art. 7 - Das Verwaltungsorgan der Interkommunalen, Gesellschaften mit einer bedeutenden lokalen öffentlichen Beteiligung, Vereinigungen von öffentlichen Behörden nach Artikel 118 des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfzentren, Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Rechts, kommunalen oder provinziellen VoG, autonomen Gemeinde- bzw. Provinzialregionen, Projektvereinigungen oder sonstigen überlokalen Einrichtungen, das es wünscht, kann jede Generalversammlung, die zum Zeitpunkt des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses bereits einberufen wurde, auf das Datum seiner Wahl und bis zum 30. September 2020 verschieben.

Art. 8 - Die Beschlüsse und Sitzungen der kollegialen Verwaltungsorgane der Interkommunalen, Gesellschaften mit einer bedeutenden lokalen öffentlichen Beteiligung, Vereinigungen von öffentlichen Behörden nach Artikel 118 des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfzentren, kommunalen oder provinziellen VoG, autonomen Gemeinde- bzw. Provinzialregionen, Projektvereinigungen oder sonstigen überlokalen Einrichtungen können, auch ohne statutarische Genehmigung und unbeschadet anders lautender Bestimmungen, bis zum 30. September 2020 unter den Bedingungen von Artikel 8 des Königlichen Erlasses vom 9. April 2020 Nr. 4 zur Festlegung verschiedener Bestimmungen in Bezug auf das Miteigentum und das Recht der Gesellschaften und Vereinigungen im Rahmen der Bekämpfung der Pandemie COVID-19 angenommen und abgehalten werden.

Art. 9 - Der vorliegende Erlass tritt am Tage seiner Unterzeichnung in Kraft.

Namur, den 30. April 2020

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Minister für Wohnungswesen, lokale Behörden und Städte

P.-Y. DERMAGNE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2020/41229]

30 APRIL 2020. — Besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 32 betreffende de vergaderingen van de organen van de intercommunales, van de maatschappijen met een significante lokale overheidsparticipatie, van de verenigingen van overheden bedoeld in artikel 118 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, van de openbare huisvestingsmaatschappijen, van de gemeentelijke of provinciale vzw, van de autonome gemeente- of provinciebedrijven, van de projectvereniging of iedere andere bovenlokale instelling die de vorm heeft aangenomen van een vennootschap of een vereniging

De Waalse Regering,

Gelet op artikel 39 van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, zoals gewijzigd, artikel 6;

Gelet op het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheidscrisis COVID-19;

Overwegende dat de buitengewone gezondheids crisis in verband met COVID-19 die heden België treft en dat de huidige en komende regels, genomen om de verspreiding van het virus onder de bevolking te beperken, van dien aard zijn dat ze iedere vorm van activiteit op het grondgebied van het Waalse Gewest vertragen en sommige diensten zelfs lamleggen;

Overwegende dat dit van dien aard is dat de goede werking van de verschillende openbare diensten, inzonderheid de plaatselijke besturen, belemmert;

Overwegende dat de Regering, krachtens artikel 1 van het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheids crisis COVID-19, bevoegd is om alle nuttige maatregelen te nemen om iedere situatie te voorkomen en te behandelen die problemen stelt in het strikte kader van de pandemie COVID-19 en haar gevolgen en die dringend behandeld moeten worden op straffe van ernstig gevaar;

Overwegende dat artikel L1523-13, § 1, eerste lid, van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie het volgende voorziet: "Jaarlijks moeten, na bijeenroeping door de raad van bestuur, ten minste twee algemene vergaderingen op de bij de statuten bepaalde wijze worden gehouden." ; Dat paragraaf 3 van hetzelfde artikel bepaalt : "De eerste algemene vergadering van het boekjaar wordt in de loop van het eerste halfjaar gehouden, uiterlijk op 30 juni (...)" ;

Overwegende, overigens, dat artikel L6421-1, § 1, van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie hetgeen volgt bepaalt:

"Het voornaamste bestuursorgaan van de intercommunale, van de maatschappij met een significante lokale overheidsparticipatie, van de vereniging van overheden bedoeld in artikel 118 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, van de openbare huisvestingsmaatschappij, van de gemeentelijke of provinciale vzw, van het autonoom gemeente- of provinciebedrijf, van de projectvereniging of van elke andere bovenlokale instelling, maakt een schriftelijk bezoldigingsverslag op met een individueel en nominatief overzicht van het presentiegeld, de bezoldigingen evenals voordelen in natura die in de loop van het voorafgaand boekjaar door de mandatarissen, de niet-verkozen personen en de titularissen van de lokale leidinggevende functie verkregen zijn.

(...)

Dit verslag wordt door het voornaamste bestuursorgaan aangenomen en wordt op de agenda van de algemene vergadering van het eerste semester van elk jaar opgenomen en wordt beraadslaagd. Bij gebreke daarvan mag er geen algemene vergadering gehouden worden. Dit verslag wordt bij het jaarlijks beheersverslag, opgemaakt door de bestuurders, gevoegd.

Dit verslag wordt opgemaakt overeenkomstig het door de Regering vastgestelde model." ;

Overwegende dat artikel L6421-1, § 2, van hetzelfde wetboek bepaalt:

"De gemeenteraad, de provincieraad of de raad van het OCMW , maakt een schriftelijk bezoldigingsverslag op met een individueel en nominatief overzicht van het presentiegeld, de bezoldigingen evenals voordelen in natura die in de loop van het voorafgaand boekjaar door de mandatarissen en de niet-verkozen personen verkregen zijn.

(...)

Dit verslag wordt uiterlijk op 30 juni aangenomen. Het wordt tijdens een openbare zitting van de gemeente- of provincieraad aangenomen

Dit verslag wordt opgemaakt overeenkomstig het door de Regering vastgestelde model." ;

Overwegende dat artikel L6421-1, § 3, van hetzelfde wetboek bepaalt:

" Voor de gemeenten, provincies, OCMW's, intercommunales en de maatschappij met een significante lokale overheidsparticipatie, de projectverenigingen, de verenigingen van overheden bedoeld in artikel 8 van de organieke wet van 1976 juli 1^{er} betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, de openbare huisvestingsmaatschappijen, de autonome gemeente- en provinciebedrijven, maakt de voorzitter van de gemeenteraad, provincieraad of van het OCMW, of de voorzitter van de raad van bestuur of van het voornaamste bestuursorgaan een afschrift van dit verslag uiterlijk op 1 juli van ieder jaar over :

1° aan de Waalse Regering ;

2° aan de aangesloten gemeenten en, in voorkomend geval, provincies en OCMW's.

Betreffende 1° deelt de Waalse Regering een samenvatting van de door het Waals Parlement ontvangen verslagen mee en maakt het geheel of een deel van de ontvangen gegevens bekend. De Waalse regering bepaalt de modaliteiten van deze bekendmaking." ;

Overwegende dat artikel L6421-1, § 4, van hetzelfde wetboek bepaalt:

"Voor de gemeentelijke of provinciale vzw's, of elke andere bovenlokale instelling, maakt de titularis van de lokale leidinggevende functie of diens afgevaardigde, of, bij gebreke daarvan, de voorzitter van het voornaamste bestuursorgaan een afschrift van dat verslag uiterlijk op 1 juli van ieder jaar aan de gemeenten en, in voorkomend geval, aan de aangesloten provincies en OCMW's over." ;

Gelet op de huidige onzekerheid over de mogelijkheid om de leden van de algemene vergaderingen fysiek bijeen te roepen met het oog op het houden van de algemene vergaderingen van het eerste semester vóór 30 juni ;

Overwegende dat de besluiten van deze algemene vergaderingen met volledige kennis van zaken moeten worden genomen, met name wat betreft de voorbereidende werkzaamheden en met name de voorbereidende besprekingen die binnen de lokale aandeelhoudersorganen moeten plaatsvinden; dat ook rekening moet worden gehouden met de wettelijke oproepingstermijn voor het bijeenroepen van dergelijke vergaderingen;

Gelet op de verplichting van artikel L6421-1, § 1, van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie om het bezoldigingsverslag op de agenda van de algemene vergadering van het eerste semester van elk jaar te plaatsen; dat deze verplichting ook niet kan worden nagekomen indien de algemene vergaderingen van het eerste semester niet voor 30 juni kunnen samenkomen;

Gelet bovendien op de verplichtingen die uiterlijk op 30 juni of 1 juli van elk jaar moeten worden nagekomen, zoals bepaald in de paragrafen 2 tot en met 4 van hetzelfde artikel;

Gelet op de vertraging die de gezondheids crisis van COVID-19 heeft veroorzaakt bij de voorbereiding en/of bijeenroeping van de algemene vergaderingen van het eerste semester van 2020 en de opstelling van de schriftelijke bezoldigingsverslagen, en het grote risico dat de in de genoemde bepalingen vastgestelde termijnen niet worden gehaald;

Overwegende dat artikel 7, § 2, 1° en 2°, van het koninklijk besluit van 9 april 2020 nr. 4 " houdende diverse bepalingen inzake mede-eigendom en het vennootschaps- en verenigingsrecht in het kader van de strijd tegen de COVID-19 pandemie ", zoals gewijzigd bij het koninklijk besluit van 28 april 2020 tot verlenging van de maatregelen genomen bij het Koninklijk besluit nr. 4 van 9 april 2020 houdende diverse bepalingen inzake mede-eigendom en het vennootschaps- en verenigingsrecht in het kader van de strijd tegen de COVID-19 pandemie, de periode van zes

maanden bedoeld in artikel 3:1, § 1, lid 2, (goedkeuring van de jaarrekening door de vennoten in de algemene vergadering), de periode van zeven maanden bedoeld in artikel 3:10, lid 2, (neerlegging van de jaarrekening door het bestuursorgaan bij de Nationale Bank van België) en de periode van zes maanden bedoeld in artikel 3:47, § 1, lid 2, (goedkeuring van de jaarrekening door de algemene vergadering van de VZW) van het Wetboek van Vennootschappen en Verenigingen met tien weken uitstelt;

Overwegende evenwel dat enerzijds de eerste algemene jaarvergaderingen van de intercommunales niet alleen tot doel hebben de jaarrekening goed te keuren en dat anderzijds het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie een specifieke datum bepaalt waarop de eerste algemene jaarvergaderingen van de intercommunales moeten zijn gehouden;

Overwegende, bovendien, dat artikel L6421-1, § 1, van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie bepaalt dat het bezoldigingsverslag dat wordt opgesteld door het belangrijkste bestuursorgaan van de intercommunales, van de maatschappijen met een significante lokale overheidsparticipatie, van de verenigingen van overheden bedoeld in artikel 118 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, van de openbare huisvestingsmaatschappijen, van de gemeentelijke of provinciale vzw, van de autonome gemeente- of provinciebedrijven, van de projectvereniging of iedere andere bovenlokale instelling op de agenda van de algemene vergadering voor het eerste semester van het jaar moet zijn geplaatst en het voorwerp hebben uitgemaakt van een beraadslaging;

Overwegende dat het koninklijk besluit nr. 4 van 9 april 2020, dat van toepassing is op de instellingen die de vorm van een vennootschap of een vereniging hebben aangenomen, dus niet volstaat om de datum waarop hun eerste jaarlijkse algemene vergaderingen hadden moeten worden gehouden, uit te stellen;

Overwegende dat dit besluit dus in de eerste plaats bedoeld is om het uitzonderlijke uitstel, alleen voor dit jaar 2020, toe te staan van (1) het houden van algemene vergaderingen van het "eerste semester" en (2) het nakomen van de verplichtingen bedoeld in artikel L6421-1 van het wetboek van plaatselijke democratie en de decentralisatie;

Overwegende dat de datum van dit uitstel 30 september 2020 is;

Overwegende dat artikel 6 van het koninklijk besluit van 9 april 2020 nr. 4, zoals gewijzigd bij het koninklijk besluit van 28 april 2020 tot verlenging van de maatregelen genomen bij het Koninklijk besluit nr. 4 van 9 april 2020 houdende diverse bepalingen inzake mede-eigendom en het vennootschaps- en verenigingsrecht in het kader van de strijd tegen de COVID-19 pandemie, tot en met 30 juni 2020, de mogelijkheid voorziet om de algemene vergadering van een vennootschap of vereniging te houden zonder de fysieke aanwezigheid van de leden met of zonder het gebruik van volmachten, of met een beperkte fysieke aanwezigheid van de leden door het gebruik van volmachten;

Overwegende dat artikel 8 van het koninklijk besluit van 9 april 2020 nr. 4, zoals gewijzigd bij het koninklijk besluit van 28 april 2020 tot verlenging van de maatregelen genomen bij het Koninklijk besluit nr. 4 van 9 april 2020 houdende diverse bepalingen inzake mede-eigendom en het vennootschaps- en verenigingsrecht in het kader van de strijd tegen de COVID-19 pandemie, tot en met 30 juni 2020, de mogelijkheid biedt aan een collegiaal bestuursorgaan om elke schriftelijke beslissing te nemen en elke vergadering te houden met behulp van telecommunicatietechnieken die een collectieve beraadslaging mogelijk maken;

Overwegende dat deze mogelijkheden derhalve worden geboden aan intercommunales, maatschappijen met een significante lokale overheidsparticipatie, verenigingen van overheden bedoeld in artikel 118 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, openbare huisvestingsmaatschappijen, gemeentelijke of provinciale vzw, autonome gemeente- of provinciebedrijven, projectvereniging of iedere andere bovenlokale instelling die de vorm heeft aangenomen van een vennootschap of een vereniging;

Overwegende echter dat deze mogelijkheden slechts tot 30 juni 2020 aanwezig zijn;

Overwegende dat dit besluit dus ook tot doel heeft het houden van algemene vergaderingen zonder de fysieke aanwezigheid van de leden met of zonder gebruik te maken van de aan de mandatarissen gegeven volmachten, of met een beperkte fysieke aanwezigheid van de leden door gebruik te maken van de aan de mandatarissen gegeven volmachten onder de voorwaarden van artikel 6 van het koninklijk besluit nr. 4, tot 30 september 2020 toe te laten, zodat de voormelde instellingen die hun algemene vergadering van het "eerste semester" wensen te houden vóór 30 juni 2020 of vóór 30 september 2020 zonder de leden van de algemene vergaderingen fysiek te moeten bijeenroepen, dit kunnen doen;

Dat dit besluit ook bedoeld is om de collegiale bestuursorganen van de intercommunales, van de maatschappijen met een significante lokale overheidsparticipatie, van de verenigingen van overheden bedoeld in artikel 118 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, van de openbare huisvestingsmaatschappijen, van de gemeentelijke of provinciale vzw, van de autonome gemeente- of provinciebedrijven, van de projectvereniging of iedere andere bovenlokale instelling in staat te stellen om alle beslissingen schriftelijk te nemen en alle vergaderingen te houden door middel van telecommunicatietechnieken die een collectieve beraadslaging mogelijk maken onder de voorwaarden van artikel 8 van koninklijk besluit nr. 4, en dit tot 30 september 2020;

Overwegende dat dit decreet ten slotte tot doel heeft de mogelijkheden van het koninklijk besluit nr. 4 en van dit besluit uit te breiden tot de verenigingen van hoofdstuk XII die niet de vorm van een vereniging zonder winst oogmerk hebben aangenomen;

Overwegende dat het noodzakelijk is de betrokken instellingen onverwijld in kennis te stellen van de maatregelen waarin dit besluit voorziet, zodat zij in voorkomend geval kunnen beslissen om reeds bijeengeroepen algemene vergaderingen uit te stellen en/of te voorzien in modaliteiten voor het houden van dergelijke vergaderingen zonder dat de leden fysiek aanwezig zijn; dat derhalve moet worden bepaald dat het besluit in werking treedt op de dag van de bekendmaking ervan;

Overwegende dat overeenkomstig artikel 3 van het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheids crisis COVID-19, dit besluit "van bijzondere machten" niet moet worden onderworpen aan het advies van de afdeling Wetgeving van de Raad van State. Dit wordt gerechtvaardigd door het feit dat het decreet tot bevestiging van dit besluit in ieder geval zelf zal worden voorgelegd aan de afdeling Wetgeving van de Raad van State;

Bovendien is het dringend noodzakelijk om dit besluit van bijzondere machten aan te nemen zodra de algemene vergaderingen van het eerste semester van de intercommunales, van de maatschappijen met een significante lokale overheidsparticipatie, van de verenigingen van overheden bedoeld in artikel 118 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, van de openbare huisvestingsmaatschappijen, van de gemeentelijke of provinciale vzw, van de autonome gemeente- of provinciebedrijven, van de projectvereniging of iedere andere bovenlokale instelling worden bijeengeroepen en dat het dringend noodzakelijk is om de wijze waarop zij in de komende dagen kunnen worden gehouden in het kader van de huidige gezondheids crisis te regelen of om uitstel van deze algemene vergaderingen tot een latere datum toe te staan;

Dat hetzelfde geldt voor de collegiale bestuursorganen van deze bovenlokale instellingen, waarvan de vergaderingen zijn gepland om met name de bezoldigingsverslagen vast te stellen die aan de algemene vergaderingen moeten worden voorgelegd; dat er een bijzondere dringendheid is om de wijze waarop deze vergaderingen in de komende dagen in het kader van de huidige gezondheidscrisis kunnen worden gehouden, te regelen;

Dat er, ten slotte, dringend moet worden gezorgd dat alle bovenlokale organen dezelfde mogelijkheden krijgen om hun algemene vergaderingen en vergaderingen van hun collegiale bestuursorganen te houden, ongeacht of ze onder het toepassingsgebied van koninklijk besluit nr. 4 vallen of niet; zoals de zaken er nu voorstaan, komen alleen die welke in de vorm van een vennootschap of vereniging zijn georganiseerd, in aanmerking voor de bepalingen van het koninklijk besluit nr. 4, zonder dat dit verschil in behandeling met betrekking tot de regionale bevoegdheden op het gebied van de plaatselijke besturen gerechtvaardigd is, een situatie die onverwijld moet worden verholpen;

Op de voordracht van de Minister van Plaatselijke Besturen en Stedenbeleid;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In afwijking van artikel L1523-13, § 1, eerste lid, van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie wordt de eerste algemene vergadering van het boekjaar 2020 van de intercommunales uiterlijk op 30 september 2020 gehouden.

Art. 2. In afwijking van artikel L6421-1, § 1, van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie moet het in deze bepaling bedoelde bezoldigingsverslag in 2020 op de agenda van de Algemene Vergadering worden geplaatst, uiterlijk op 30 september.

Art. 3. In afwijking van artikel L6421-1, § 2, van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie moet het in dit artikel bedoelde verslag in 2020 uiterlijk op 30 september worden aangenomen.

Art. 4. In afwijking van artikel L6421-1, § 3, van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie moet het in dit artikel bedoelde verslag in 2020 uiterlijk op 30 september worden ingediend.

Art. 5. In afwijking van artikel L6421-1, § 4, van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie moet het in dit artikel bedoelde verslag in 2020 uiterlijk op 30 september worden ingediend.

Art. 6. § 1. De algemene vergadering van de intercommunales, van de maatschappijen met een significante lokale overheidsparticipatie, van de verenigingen van overheden bedoeld in artikel 118 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, van de openbare huisvestingsmaatschappijen, van de gemeentelijke of provinciale vzw, van de autonome gemeente- of provinciebedrijven, van de projectvereniging of iedere andere bovenlokale instelling kunnen, zelfs bij gebrek aan een wettelijke toelating en ondanks elke andersluidende bepaling, tot 30 september 2020 worden gehouden zonder de fysieke aanwezigheid van de leden, met of zonder gebruik te maken van de volmachten die aan de mandatarissen worden gegeven, of met een beperkte fysieke aanwezigheid van de leden door het gebruik van volmachten die aan de mandatarissen worden gegeven, onder de voorwaarden van artikel 6 van het Koninklijk besluit nr. 4 van 9 april 2020 houdende diverse bepalingen inzake mede-eigendom en het vennootschaps- en verenigingsrecht in het kader van de strijd tegen de COVID-19 pandemie.

§ 2 Artikel L-1523-13, § 1, blijft van toepassing op intercommunales die paragraaf 1 toepassen.

§ 3. Indien aan de mandatarissen volmachten worden verleend, is artikel L1523-12, § 1, lid 2, niet van toepassing. Een beraadslaging in de gemeenteraad over elk agendapunt overeenkomstig de bepalingen van artikel L1523-12, § 1, lid 1, is verplicht.

§ 4. Indien de gemeenteraad zich niet fysiek wenst te laten vertegenwoordigen, deelt hij zijn beraadslagingen onverwijld mee aan de structuur, die er rekening mee houdt wat betreft het uitbrengen van de stemmen, maar ook wat betreft de berekening van de verschillende aanwezigheids- en stemquorums.

Voor de intercommunales, in het geval van de deelneming van een OCMW of een provincie, zijn de paragrafen 3 en 4 *mutatis mutandis* van toepassing.

Art. 7. Het bestuursorgaan van de intercommunales, van de maatschappijen met een significante lokale overheidsparticipatie, van de verenigingen van overheden bedoeld in artikel 118 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, van de openbare huisvestingsmaatschappijen, van de gemeentelijke of provinciale vzw, van de autonome gemeente- of provinciebedrijven, van de projectvereniging of iedere andere bovenlokale instelling dat dit wenst, kan elke algemene vergadering die reeds is bijeengeroepen op het ogenblik van de inwerkingtreding van dit besluit, uitstellen tot de datum van zijn keuze en tot 30 september 2020.

Art. 8. De beslissingen en vergaderingen van de collegiale bestuursorganen van de intercommunales, van de maatschappijen met een significante lokale overheidsparticipatie, van de verenigingen van overheden bedoeld in artikel 118 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, van de openbare huisvestingsmaatschappijen, van de gemeentelijke of provinciale vzw, van de autonome gemeente- of provinciebedrijven, van de projectvereniging of iedere andere bovenlokale instelling kunnen, zelfs bij gebrek aan een wettelijke toelating en niettegenstaande elke andersluidende bepaling, worden aangenomen en gehouden tot 30 september 2020 onder de voorwaarden van artikel 8 van het koninklijk besluit nr. 4 van 9 april 2020 houdende diverse bepalingen inzake mede-eigendom en het vennootschaps- en verenigingsrecht in het kader van de strijd tegen de COVID-19 pandemie.

Art. 9. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het ondertekend wordt.

Namen, 30 april 2020.

Voor de Waalse Regering :

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Huisvesting, Plaatselijke Besturen en Stedenbeleid,
P.-Y. DERMAGNE